Bulletin de l'Initiative communiste-ouvrière - N° 29 | Février 2013

Communisme-ouvrier



www.communisme-ouvrier.info | contact@communisme-ouvrier.info | (33) 06 17 56 01 74

Dans l'automobile comme ailleurs :

Répondre aux licenciements et au terrorisme patronal

Depuis le 16 janvier 2013, les ouvriers de l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois sont en grève contre le plan de licenciements. La lutte que mènent les travailleurs de PSA Aulnay est la même que celle de bien des travailleurs de ce pays, que ce soit dans le commerce comme chez Virgin, dans l'agro-alimentaire comme chez Candia, c'est la lutte pour conserver nos emplois face au rouleau compresseur des licenciements et du chômage de masse.

Chez Renault la direction a annoncé 7.500 suppressions de postes le 15 janvier, et a immédiatement reçu le soutien du gouvernement par la voix de Montebourg. Le gouvernement ne feint désormais même plus l'indignation lorsque les grands patrons annoncent licenciements et suppressions de postes. Si quelqu'un en doutait, il est aujourd'hui tout à fait clair que, géré par la gauche ou par la droite, l'appareil d'Etat est au service des plus riches, des exploiteurs et des licencieurs. A Renault, ces annonces de suppressions d'emplois ont comme but d'imposer, par le terrorisme patronal, des baisses de salaires, une flexibilité accrue et d'autres remises en cause des droits collectifs des salariés. A l'annonce des 7.500 suppressions de postes, les ouvriers ont répondu par des débrayages comme sur les sites de Cléon, Sandouville, Lardy, etc.

Le chantage de la direction de Renault, le terrorisme patronal du chômage et des licenciements pour attaquer nos droits collectifs, c'est ce que l'accord signé le 11 janvier entre le MEDEF et les bureaucraties de la CFDT, de la CTFC et de la CGC veut faciliter.

Dans ce contexte, la lutte des ouvriers de l'automobile concerne tous les travailleurs, avec ou sans emploi, du privé mais aussi du public. C'est la lutte de toute la classe ouvrière face aux licenciements et aux régressions sociales préparées par le MEDEF et le gouvernement à son service avec la complicité de certaines directions syndicales.

S'il est nécessaire que chaque travailleuse et travailleur montre sa solidarité, notamment financière, avec les ouvriers de PSA Aulnay en lutte, le meilleur moyen de répondre aux licenciements et aux attaques anti-ouvrière, c'est de militer, dans chacune de nos entreprises, à l'extension de la grève, à construire un mouvement de l'ensemble du monde du travail.

Les grenouilles de bénitiers homophobes se félicitent d'avoir été quelques centaines de milliers dans les rues de Paris le 13 janvier, nous, travailleuses et travailleurs pouvons non seulement être bien plus nombreux, mais surtout nous avons la force, parce que nous produisons toutes les richesses, de bloquer toute l'économie.

■ **Initiative Communiste-Ouvrière**

Le chômage : un mode de gestion pour les capitalistes

L'augmentation du chômage a des conséquences catastrophiques sur la classe ouvrière.

Tous les politiciens de la république bourgeoise ont leurs solutions mais la méthode est toujours la même :

-Effrayer la population en fustigeant l'assistanat, en menaçant de réduire les allocations, en prédisant une aggravation du phénomène si aucun effort n'est consenti

-appeler à la solidarité, au consensus, à l'union

- et imposer des politiques de régression sociale, flexibilité, temps partiel, travail précaire, baisse de salaires

Aidés par des médias complaisants et des pseudo experts, ils intoxiquent l'opinion publique en faisant croire aux travailleurs qu'ils sont responsables de leur situations, qu'ils manquent de formation, qu'ils ne sont pas compétitifs, etc. et que finalement c'est à eux de se serrer les coudes.

Parallèlement, l'état capitaliste tente de museler toute forme d'opposition ouvrière en essayant de tromper les syndicats avec des négociations dont on sait d'avance qu'elles n'aboutiront sur aucunes avancés ou pire, faire signer des accords de régression sociale à des bureaucraties syndicales complices.

Un autre moyen de détourner la colère des masses est de l'orienter sur un « bouc émissaire » avec des sujets comme l'insécurité, l'immigration, le mariage gay ; l'extrême-droite avec ses discours populistes et ses slogans racoleurs berne les travailleurs et est un allié naturel et historique des exploiteurs capitalistes.

Toutes ces manœuvres visent à maintenir les profits des grands trusts et cartels financiers internationaux ; le chômage est pour eux un mode de gestion qui permet de maintenir les fameux « couts du travail » à leur niveau les plus bas par la menace, c'est une politique de terreur qui ne laisse aucun autre choix et conduit irrémédiablement à la paupérisation croissante de la classe ouvrière.

Le capitalisme n'a rien d'autre à offrir que les guerres, les crises, le chômage et la misère pour la majorité de la population mondiale ; pour sortir de tout ça il faut le détruire !

Ils ont l'argent mais sans notre travail, ils ne sont rien ; nous sommes nombreux ; la force de tous les travailleurs unis au-delà des frontières, des nationalités, des statuts … permettront de renverser le capitalisme et de créer une nouvelle société.

■ **JYZ**

SOUTENEZ FINANCIÈREMENT
LA GRÈVE DES SALARIÉS DE PSA AULNAY
en grève — JE SOUTIENS >

Pour soutenir financièrement les ouvriers en grève de PSA Aulnay :

- Par chèque libellés à l'ordre de **Soutien aux salariés de l'automobile du 93** et envoyés à : Soutien aux salariés de l'automobile du 93— 19-21 rue Jacques Duclos—93600 Aulnay-sous-Bois

- Par internet depuis le site :
www.soutien-salaries-automobile-93.org/

« Nous avons parfaitement conscience que nous ne sommes pas les seuls à être menacés. Cette politique est la même dans toute l'Automobile : PSA, Renault, Toyota, sous-traitants, équipementiers. Mais aussi dans tout le pays, quels que soient l'endroit, l'entreprise, privée ou publique, où l'on travaille. Nous avons donc décidé de relever la tête dans un contexte où l'ensemble du patronat déclare la guerre au monde du travail. (…) Les patrons licencient : le gouvernement envoie ses CRS, montrant clairement dans quel camp il est : celui du patronat ! Tout cela prouve que notre grève gêne PSA et le gouvernement. Car la meilleure arme des travailleurs reste la grève. Aujourd'hui, c'est tout le monde du travail qui est attaqué. C'est tous ensemble qu'il faut se battre et nous serrer les coudes !Cette grève peut devenir la vôtre et mettre un coup d'arrêt à l'offensive patronale. Popularisez là - aidez-là financièrement - défendez l'idée que c'est tous ensemble qu'il nous faut lutter ! »

Extraits de l'adresse des salariés de PSA Aulnay en grève reconductible, 22/01

Chez PSA comme ailleurs : La grève c'est la force des travailleurs !

PSA : La violence c'est celle de Varin et de la famille Peugeot

Depuis le 16 janvier, les ouvriers de l'usine PSA Aulnay sont en grève contre le plan de licenciement. Dans un contexte où, dans toutes les branches d'activité, les travailleurs vivent dans la crainte d'un licenciement, où le patronat comme chez Renault utilise les menaces de licenciements pour imposer de nouvelles attaques contre les droits des ouvriers, la grève à l'usine PSA Aulnay est à la fois un symbole et un exemple pour toute la classe ouvrière. Elle montre que, face au rouleau compresseur du patronat et de ses attaques, on peut relever la tête. En allant à la rencontre des ouvriers de PSA Saint-Ouen, de Renault Flins ou à la Gare du Nord, les grévistes d'Aulnay montrent aussi que c'est tous ensemble, qu'on travaille à PSA, Renault ou dans la sous-traitance, dans l'automobile, le commerce ou l'agroalimentaire, dans le privé ou le public, qu'on soit menacé de licenciement ou qu'on pointe déjà à Pôle Emploi, qu'il faut y aller !

Pour casser cette grève, pour éviter son extension, la direction de PSA et ses alliés utilisent tous les moyens. Vendredi 18 janvier, les ouvriers en grève de PSA Aulnay sont allés rendre visite à leurs camarades et collègues de l'usine PSA de Saint-Ouen, la direction a alors appelé le ministère de l'intérieur qui a très rapidement fait intervenir les CRS pour faire évacuer les grévistes. Et de crainte d'une visite des ouvriers d'Aulnay le samedi, ce ne sont pas moins de 15 cars de CRS qui encerclaient l'usine de Poissy ! Lorsque nos gosses ont besoin d'enseignants ou que le manque de personnel est trop criant dans les hôpitaux, on ne voit jamais le gouvernement réagir aussi vite pour trouver du personnel… mais que PSA ait besoin de professionnels de la matraque contre les ouvriers et on lui sert sur un plateau dans l'heure.

Dès le 18 janvier, la direction a décidé, pour plus d'une semaine, le lock-out de l'usine. Et alors que l'usine doit rouvrir le 28, s'étale dans la presse mais aussi comme à l'usine de Saint-Ouen par le biais de syndicats jaunes une odieuse campagne de la direction de PSA contre les grévistes. Ainsi, annonçant la réouverture du site d'Aulnay, Laurent Vergely, directeur de l'usine, écrit aux ouvriers que « *Un encadrement renforcé sera mis en place dès lundi matin* » pour « *protéger* » les salariés des « *violences* ».

Quelle bonne blague ! La violence, à l'usine Aulnay comme dans les autres sites de PSA et dans tous les lieux où s'exerce l'exploitation capitaliste, elle existe, elle est quotidienne ! C'est la violence des cadences et de la charge de travail qui augmente, c'est la violence des anciens à qui ont refuse un départ en retraite alors que les jeunes en intérim se voient jeter au chômage, la violence des salaires qui ne permettent pas de joindre les deux bouts, le tout sous la pression des chefs.

La violence chez PSA, on peut parler : c'est Ousmane, salarié du nettoyage employé depuis des années sur le site de Saint-Ouen licencié pour une « tentative de vol » portant sur des chaussures de sécurité usagées qui étaient destinées à la poubelle et qui ne sont jamais sorties du site. A Mulhouse, en septembre, un intérimaire qui travaillait s'est fait virer pour être simplement allé à l'infirmerie et s'être mis en arrêt à la suite d'une insolation ! Et on peut multiplier les exemples, dans tous les sites du groupe. Conséquence de la dégradation des conditions de travail, de la « chasse au temps morts », des suppressions d'emplois, accidents de travail et maladies liées au travail se multiplient, et la direction se lance dans une chasse aux ouvriers malades, multiplient les pressions, lettres de menaces et autres formes de harcèlement contre des travailleuses et des travailleurs brisés par des années de chaîne, allant jusqu'au licenciement. Et c'est cette direction de PSA qui ose parler de protection des salariés face aux violences ?

Oui, la violence existe chez PSA, à l'usine d'Aulnay comme dans tous les sites du groupe, c'est celle de Varin, de la famille Peugeot, des actionnaires et autres directeurs ! Un journaliste du *Monde* s'est rendu, pendant le lock-out, au site de PSA Aulnay puis a publié un article intitulé « *Violences, pressions : PSA Aulnay sous pression* » reprenant les propos de la direction. A la lecture de l'article, pour « preuves » des violences des graffitis, « *des boulons éparpillés* » et « *des boîtiers électriques de robots débranchés* »… une violence inouïe en effet et on découvre avec stupeur que des ateliers de production ne sont pas aussi propres et bien rangés que les bureaux des cadres de direction. Quel scoop ! Par contre, à part la presse locale, les journalistes ne se sont pas déplacés au Tribunal Correctionnel de Montbéliard fin novembre 2012 où PSA a été condamné à 100.000 euros d'amende pour homicide involontaire : Jean-Louis Sinelle, ouvrier, se trouvait dans l'îlot de la presse sur la ligne 817 (emboutissage) quand elle a été remise en route ; il est mort dans d'atroces conditions, décapité et le bras broyé. Durant toute la procédure, les manquements aux règles de sécurité ont été mises en évidence. Et c'est le vice-procureur qui a conclut : « *Dans l'usine d'emboutissage, cette ligne était réputée dangereuse. Personne ne voulait allait travailler dessus* ».



Une encyclopédie ne suffirait pas à décrire toutes les violences quotidiennes que subissent les ouvriers de PSA, les pressions, menaces et licenciements contre des militants ouvriers… Gardons simplement le meilleur pour la fin, le comble du cynisme patronal, dans la missive de Laurent Vergely, directeur de l'usine d'Aulnay… Sans honte, il insiste que la direction voudrait assurer « *la liberté de travailler de chacun* ». Venant du directeur dont la mission est de fermer l'usine d'Aulnay, parlant, non seulement en son nom propre mais aussi au nom de la direction de PSA qui supprime 11.200 postes plus les milliers d'emplois liés dans la sous-traitance, cela prêterait à sourire si les conséquences des licenciements et des emplois supprimés n'étaient pas si dramatiques pour des dizaines de milliers de familles ouvrières.

Le Monde constate : « *Dans l'atelier du ferrage, on peut lire sur un mur : "La force des travailleurs, c'est la grève"* ». La campagne de calomnies odieuses de la direction, le lock-out de l'usine d'Aulnay, les CRS envoyés par le gouvernement à Saint-Ouen… le montre bien. C'est cette force qui peut faire trembler patrons et politiciens, c'est cette force qui peut nous permettre, à nous les travailleuses et les travailleurs, de vaincre contre les licenciements, contre les attaques et le terrorisme patronal, face à la violence quotidienne de l'exploitation.

■ **Camille Boudjak**

Rassemblement des enseignants à Caen

Dans le cadre d'une journée nationale d'action, une centaine d'enseignant-e-s des écoles (1er degré) se sont rassemblés mercredi 25 janvier après-midi devant l'Inspection académique du Calvados, à Hérouville-Saint-Clair, pour protester notamment contre la carte scolaire (14 postes seulement), des salaires bloqués depuis des années et une mise en œuvre de la réforme des rythmes scolaires se faisant sans leur avis. Le maire de Caen (PS) annonce ainsi dans la presse comment sera organisée la semaine scolaire l'an prochain sans avoir consulté personne, alors que son homologue parisien décide de ne pas tenir compte d'une grève suivie mardi à 92 %.

Une délégation a été reçue par le directeur académique des services de l'Education nationale.

Depuis, on apprend par une dépêche AFP que les activités périscolaires, non encadrées par les enseignants mais qui s'insèreront dans la nouvelle semaine scolaire, pourront être payantes pour les familles. On pourra par exemple avoir en septembre 2013 des classes qui s'arrêtent à 11h30 ou midi pour reprendre vers 15h00 : sur ce temps, les enseignants poireauteront et les familles paieront.

■ **Correspondant**

L'accord MEDEF-CFDT-CGC-CFTC, une attaque contre tous les travailleurs

Camille Boudjak, délégué syndical CGT dans le social, et Jean-Yves Zoltar, élu CHSCT FO dans la chimie, expliquent ce que le nouvel accord signé entre le MEDEF et la CFDT, la CGC et la CFTC risque de changer pour les travailleurs, si nous ne le repoussons pas massivement.

Le CDI est dans le collimateur des patrons depuis longtemps. Quels sont les risques avec ce nouvel accord ?

Camille Boudjak : L'accord met en place un nouveau contrat précaire, le « contrat intermittent »… dans les PME dans un premier temps. Ce serait un contrat sans temps de travail précis, avec une flexibilité extrême empêchant au travailleur toute vie régulière. L'accord précise que ce type de contrat a pour but de : « pourvoir des emplois permanents comportant, par nature, une alternance de périodes travaillées et non travaillées » . Gentiment, il est précisé que « la rémunération versée mensuellement aux salariés titulaires d'un contrat de travail intermittent peut être indépendante de l'horaire réel » ! Peut être… mais pas forcément ! Ce type de contrat installera le travailleur dans la précarité permanente.

Une clause inquiétante porte sur la mobilité forcée des travailleurs en cas de "restructuration". Qu'en pensez vous ?

Jean-Yves Zoltar : Les syndicats signataires d'un tel type d'accord participeront ainsi eux-mêmes à la remise en causes de leurs droits individuels et ceux de leurs camarades. Cette clause pourra permettre ainsi à l'employeur de contourner les obligations qui étaient les siennes jusqu'alors en cas de licenciement économique (PSE), c'est aussi une arme redoutable pour licencier à moindre cout.

Camille Boudjak : C'est là une des revendications du patronat : pouvoir utiliser les travailleurs n'importe quand et n'importe où, sans le moindre respect de la vie personnelle du salarié. C'est le sens de la flexibilité qu'elle joue sur le temps de travail ou sur les zones géographiques. L'accord de compétitivité que la direction veut imposer, en jouant sur le chantage à l'emploi, chez Renault se base en grande partie là-dessus : les travailleurs seraient des véritables pigeons-voyageurs qui iraient, selon les besoin de la production, d'un site à l'autre. Et l'accord signé entre le MEDEF et certaines organisations syndicales ne prévoit même pas une limite de temps ou de trajet… et le travailleur qui refusera pourra être licencié pour « motif personnel ».

Il y a déjà une énorme vague de licenciements depuis les élections présidentielles. Est-ce que l'accord va aggraver la situation ?

Jean-Yves Zoltar : L'entreprise est exonérée de l'ensemble des obligations légales est conventionnelles qui étaient appliqués avant en cas de PSE, et bien sur de l 'obligation de reclassement… Le fait de simplifier la mise en place de plans sociaux et de rendre quasi obligatoire la mobilité interne en cas de restructuration tout en plafonnant les indemnités de licenciement est un recul sans précédent, il est fort probable qu'avec un tel dispositif, des entreprises vont en profiter pour alléger leur masse salariale ; et augmenter encore le nombre de chômeurs.

Camille Boudjak : Le patronat licencie déjà comme il veut. Cet accord vise plutôt à une « sécurisation des licenciements » d'un côté, en réduisant les possibilités de recours aux prud'hommes ou de contestation des « plans sociaux », bref à réduire les coûts des licenciements. Plus grave, c'est un accord qui offre une base juridique au chantage à l'emploi, les fameux « emplois de compétitivité » que les patrons tentent à imposer pour briser les droits collectifs des travailleurs d'une entreprise. L'accord signé prévoit ainsi des attaques y compris sur les salaires : à partir de 1.300 euros nets par mois les salariés pourraient même voir leurs salaires baissés !

Vous participez à la campagne pour le retour à la gratuité des prud-hommes. Que pensez-vous des nouvelles dispositions concernant les prudhommes ?

Jean-Yves Zoltar : Concernant le droit du travail, les délais de prescription passent de 5 ans à 24 mois ; il faut rappeler qu'en 2008 ils étaient passés de 30 ans à 5 ans ; on est dans une logique de spoliation des salariés de faire reconnaitre et réparer leurs droits.

Camille Boudjak : Si l'accord est intégré dans la loi, il remet en cause les possibilités pour les travailleurs de se défendre devant des prud'hommes. Aujourd'hui, par exemple, un salarié a 5 ans pour réclamer des salaires impayés… ce délais tomberait à 36 mois. Pour les licenciements abusifs, il est prévu une « indemnité forfaitaire (qui) vaut réparation de l'ensemble des préjudices liés à la rupture du contrat de travail, et son montant est fixé à : - entre 0 et 2 ans d'ancienneté : 2 mois de salaire / entre 2 et 8 ans d'ancienneté : 4 mois de salaire » (jusqu'à 14 mois de salaire après 25 ans d'ancienneté). Rappelons qu'à ce jour l'article L.1235-3 du code du travail stipule « Si le licenciement d'un salarié survient pour une cause qui n'est pas réelle et sérieuse (…) le juge octroie une indemnité (…) à la charge de l'employeur » qui ne peut « être inférieure aux salaires des six derniers mois »… indemnité à laquelle peut s'ajouter la prime de licenciement, le paiement du préavis, des dommages et intérêts supplémentaires, etc… Bref, c'est un accord qui sécurise, encore plus, la délinquance patronale !

Compte-rendu de la délégation de la campagne « Prud'hommes Gratuits » au ministère

Ce 22 Janvier 2013, une délégation de la Campagne « Prud'hommes gratuits » a été reçue par M. Paul Huber, conseiller de la ministre Mme Taubira, au ministère de la justice.

A cette occasion, nous avons remis notre pétition signée par 15921 personnes, dont de nombreux militants syndicaux, délégués du personnel, délégués syndicaux, élus CE ou CHSCT ou conseillers prud'hommaux.

Après avoir présenté notre campagne et notre revendication, nous avons eu confirmation que le ministère au budget avait voulu augmenter la taxe de 35 € à 50 €, et que Mme Taubira s'y était opposée. M. Huber nous a avancé que la suppression de la taxe restait envisagée pour l'année 2014 sans que nous ayons de réelles garanties concernant le retour à la gratuité des prud'hommes.

Pour justifier le maintien de la taxe en 2013, il nous a exposé les difficultés budgétaires du ministère de la justice et que le retour à la gratuité des prud'hommes aurait créé un manque à gagner de 7 000 000 d'€.

En attente de la suppression de la taxe de 35€, M. Huber a évoqué la possibilité de ne la faire payer qu'en fin de la procédure à la charge de la partie perdante. Nous avons de notre coté rappelé notre revendication d'un retour immédiat à la gratuité des Prud'hommes.

Nous continuons donc notre campagne.

■ **Campagne Prud'hommes Gratuits**

Pour soutenir l'Initiative Communiste-Ouvrière, vous pouvez faire un virement sur le compte « Un monde meilleur », Crédit Mutuel Nord Europe, Coordonnée Bancaires : Banque : 15629 Guichet : 02715 Compte : 00042945701 Clef : 57 ou par chèques adressés à « Un monde meilleur », c/o Nicolas Dessaux, appartement 2143 - 43, rue du maréchal Lyautey -59370 Mons-en-Baroeul

Solidarité Ouvrière : Blog de l'Initiative Communiste-Ouvrière
http://communismeouvrier.wordpress.com/

Solidarité avec les travailleurs emprisonnés et les prisonniers politiques en Iran

Le régime en Iran a de nouveau franchi un cap de sa persécution des militants ouvriers, avec un plus grand nombre d'arrestations et le harcèlement à l'encontre de ceux qui sont déjà en prison et leurs familles. Ces militants en prison n'y sont que pour leurs activités syndicales. Ils doivent être libérés immédiatement et sans condition.

Behnam Ebrahimzadeh, un militant ouvrier et des droit des enfants, membre du Comité pour Poursuivre la Mise en Place d'Organisations Ouvrières en Iran, a été arrêté en juin 2010 et condamné à 5 ans de prison pour son activité syndicale. Actuellement, Nima, son fils âgé de 13 ans, est gravement atteint d'un cancer et le régime criminel refuse de permettre à son père de sortir pour être à ses côtés. Suite aux pressions de sa famille et de campagnes, Ebrahimzadeh a obtenu une visite d'une demi-heure le 14 janvier puis une libération temporaire le dimanche 20 janvier pour deux jours. Cependant, Ebrahimzadeh a besoin d'être aux côtés de son fils pendant toute la durée de son traitement.

De plus, Shahrokh Zamani, membre du Comité pour Poursuivre la Mise en Place d'Organisations Ouvrières en Iran, purge une peine de 11 ans de prison. Pedram Nasrollahi, membre du Comité de Coordination pour Aider à la Formation d'Organisations Ouvrières, purge une peine de 3 ans. Rasoul Bodaghi, membre du bureau exécutif de l'Association Syndicale des Enseignants, purge une peine de 6 ans. Abdolreza Ghanbari, militant enseignant, est dans les couloirs de la mort pour avoir participé à une manifestation antigouvernementale en décembre 2009. De nombreux dissidents politiques sont en prison, dont les cousins Zanyar et Loghman Moradi, qui ont été condamnés à mort et dont l'exécution peut être imminente. Enfin, trois militants du Comité de Coordination pour Aider à la Formation d'Organisations Ouvrières, Yusef Ab-Kharabat, Mohammad Molanaie et Vahed Sayedeh, ont récemment été arrêtés dans la ville de Mahabad.

Nous affirmons notre solidarité avec les travailleurs iraniens et appelons à la libération immédiate et sans condition de tous les syndicalistes emprisonnés et de tous les prisonniers politiques en Iran.

Behnam Ebrahimzadeh doit être libérés immédiatement. Maintenir Behnam en prison est un crime monstrueux. Il doit être hors de prison et aux côté de son fils malade.

Le dirigeant ouvrier Reza Shahabi doit être immédiatement et inconditionnellement libéré. Il ne doit pas retourner en prison à l'issue de sa sortie provisoire pour maladie. Il doit rester hors de prison pour poursuivre son traitement.
Tous les autres ouvriers emprisonnés, Shahrokh Zamani, Mohammad Jarahi, Yusef Ab-Kharabat, Mohammad Molanaie, Vahed Sayedeh, Rasoul Bodaghi, Abdolreza Ghanbari et les autres prisonniers politiques doivent être libérés immédiatement et sans condition.

Nous condamnons le régime islamique d'Iran pour sa persécution des militants ouvriers et des dissidents politiques.

Nous appelons à l'abolition de la peine de mort qui est un assassinat d'Etat délibéré. Les condamnations de mort à l'encontre de Zanyar et Loghman Moradi et de tous les autres qui sont dans les couloirs de la mort doivent immédiatement être annulées.

Nous soutenons la lute des travailleurs et de la population d'Iran pour la liberté, le droit de s'organiser et le droit de grève, pour le bien-être, l'égalité, la justice et une vie digne.
Nous appelons à l'isolation politique internationale du régime d'Iran et son boycott par l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et les autres corps internationaux.

■ **Free Them Now !**

Mobilisation à Marivan contre l'exécution de deux jeunes

La population de Marivan, dans la province du Kudistan à l'Ouest de l'Iran, a observé le 12 janvier une grève générale de deux heures pour protester contre les condamnations à mort de Zanyar et Loghman Moradi.

La grève est survenue suite à un appel à la grève du Comité International Contre les Exécutions (ICAE) et des familles des Moradi ainsi que d'une campagne mondiale contre l'exécution imminente des deux militants.

Zanyar et Loghman sont deux jeunes cousins dont la condamnation à mort pour leur appartenance supposée à une organisation politique d'opposition a été confirmée par les autorités judiciaires de la République Islamique.

Selon nos rapports de Marivan, la ville était comme arrêtée, avec des magasins fermés dans de nombreux quartiers. L'appel à la grève allait de 15 à 17 heures (heure locale) et malgré les menaces et intimidations des forces de sécurité du régime, la grève a été observée. Dans toutes les principales rues et places du centre-ville, comme les boulevards Jomhuri, Shahrak e San'ati, et Resalat Boulevard, la place Jahad Square, les bazars et centres commerciaux ont fermé.

■ **Comité International Contre les Exécutions (ICAE)**

Mali : Une nouvelle bataille dans la guerre entre les deux pôles du terrorisme

Depuis samedi 12 janvier, l'armée française intervient directement au Mali. Déjà, les premières dépêches font état de nombreuses victimes civiles dans ce qui est un nouveau front dans la guerre entre les deux principaux pôles du terrorisme, l'islamisme politique d'un côté, avec ici les bandes armées d'Al Quaida au Maghreb Islamique (AQMI), et le militarisme occidental de l'autre, représenté ici par l'armée française.

Le gouvernement français parle de « guerre contre le terrorisme », mais que ce soit en Afghanistan, en Irak, dans la Bande de Gaza comme aujourd'hui au Mali, aucune des interventions militaires occidentales n'a permis de faire reculer les fanatiques religieux, bien au contraire.

Le terrorisme d'ailleurs, ce n'est pas seulement les attentats et la terreur perpétrés par les fondamentalistes, mais l'ensemble du système capitaliste. C'est le terrorisme économique des « ajustements structurels » du FMI, de l'exploitation et du pillage des ressources qui créent la misère sur laquelle prospèrent les prédicateurs intégristes et les chefs de guerre d'Al Quaïda pour recruter leur chair à canon, y compris de très nombreux enfants soldats.

Oui, il faut en finir avec ces brutes salafistes qui envoient des gosses à la boucherie, terrorisent la population du Nord Mali et en particulier les femmes, rêvent d'un retour au Moyen-âge et imposent la Charia. Mais il faut aussi en finir avec le pillage des pays d'Afrique par les multinationales comme Areva ou Bolloré. Et quoiqu'en dise Hollande, c'est bien ces intérêts là que défend l'armée française et pas la population malienne.
Dans cet affrontement entre deux pôles réactionnaires, notre camp est celui de la classe ouvrière et des masses pauvres, des femmes et plus largement de la population malienne qui aspire à la liberté, au bien-être et à l'égalité.

■ **Initiative Communiste-Ouvrière**

